



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 12/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PRIMAGAZ - Site de DRUYE

110 ESPLANADE DU GENERAL DE GAULLE
COEUR DEFENSE
92000 Nanterre

Références : VAT 2024-0356
Code AIOT : 0010013706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement PRIMAGAZ - Site de DRUYE implanté La Fosse Savonnières 37190 Druye. L'inspection a été annoncée le 15/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRIMAGAZ - Site de DRUYE
- La Fosse Savonnières 37190 Druye
- Code AIOT : 0010013706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le « relais-vm » PRIMAGAZ à Druye fait suite à la mise en œuvre de la mesure supplémentaire associée au PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) PRIMAGAZ de Saint-Pierre-des-Corps, approuvé le 20 octobre 2017, prévoyant la cessation d'activité des installations situées à Saint-Pierre-des-Corps et la création d'un « relais-vm » dans le périmètre de Tours Métropole.

Il est constitué d'un réservoir sous talus de stockage de 400 m³ de gaz inflammables liquéfiés, de postes de chargement / déchargement de camions citernes.

L'exploitation est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif aux travaux de construction et à l'exploitation d'un relais vm de propane au lieu-dit « La Fosse Savonnières » à Druye par la société Compagnie des Gaz de Pétrole PRIMAGAZ.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Procédure POI - alerte gestionnaire autoroutier	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Suivi des mesures ERC	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 2.1.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Mesures ERC	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 2.1.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Entretien des bassins	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 4.2.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Ouvrages de gestion de l'eau	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.4.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	GMPI	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.3.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.4.4	/	Demande d'action corrective	2 mois
13	Maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.6.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Mise en place d'un SGS	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.6.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
17	Visite terrain : moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
18	POI	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
19	Contrôle des accès - astreinte et télésurveillance	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.2.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
20	Contenu du POI - Prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	8 - Plaquette d'information	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 1.6	Susceptible de suites	Sans objet
2	18 - Zones ATEX	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
10	Accès de secours	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.3.2.1	/	Sans objet
11	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.4.3	/	Sans objet
14	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.6.4	/	Sans objet
16	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 18/06/2020,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 8.7.5		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 8 - Plaquette d'information

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 1.6
Thème(s) : Autre, Obligations de l'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 10/11/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit, dans le mois suivant la mise en service du relais-vrac, une plaquette d'information et d'alerte pour les populations voisines relatant les dangers encourus, les mesures de sécurité et le comportement à adopter. [...]</p>
Constats : <p>Dans son courrier datant du 17 janvier 2024 en réponse aux constats formulés lors de la visite du 10 novembre 2023, l'exploitant a transmis en pièces justificatives les courriels transmis en préfecture et en mairie avec les plaquettes d'informations aux populations. Ces courriels datent de mi-janvier 2024 et constituent un deuxième envoi (les justificatifs d'adressage du premier envoi n'ayant pu être retrouvés ou ayant été adressés à des personnes ayant quitté leurs fonctions). Le constat relevé lors de la précédente inspection est donc levé.</p> <p>Pas d'écart.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>/</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 18 - Zones ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Prescription non publiable
Constats : Dans son courrier datant du 17 janvier 2024 en réponse aux constats formulés lors de la visite du 10 novembre 2023, l'exploitant a indiqué qu'il allait réaliser un devis pour la mise en place de ce type de signalétique. Les consignes sont déjà indiquées en entrée de site et sont rappelées pour tous travaux réalisés sur site suivant le process de gestion des entreprises extérieures. Lors de la visite de terrain du 20 juin 2024, les inspectrices sont allées constater la présence des consignes affichées en entrée de zone ATEX au niveau des postes de chargement. Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Procédure POI - alerte gestionnaire autoroutier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Prescription non publiable
Constats : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations les éléments permettant de répondre aux

constats formulés dans la partie confidentielle du rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Suivi des mesures ERC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 2.1.2
Thème(s) : Autre, Mesures ERC
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Mesure de suivi écologique : Un suivi écologique est réalisé 1, 3, 5 et 10 ans après le début de l'exploitation afin de caractériser l'évolution des cortèges faunistiques et floristiques sur le site, avec pour cibles principales l'observation des populations d'amphibiens, de reptiles et d'oiseaux. Les résultats de ce suivi sont communiqués à la DREAL Centre-Val de Loire. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son courrier datant du 17 janvier 2024 en réponse aux constats formulés lors de la visite du 10 novembre 2023, l'exploitant a indiqué que le suivi écologique est planifié et que la mise en œuvre des actions débutera en 2024.</p> <p>Lors de la visite du 20 juin 2024, l'exploitant a indiqué en séance que l'écologue était intervenu à plusieurs reprises sur le site : le 7 mars 2024 pour le suivi des amphibiens, le 25 mai 2024 pour le suivi de la flore et des habitats faunistiques, 27 mai 2024 pour le suivi des insectes... Il a également présenté en séance le devis en date du 1^{er} juin 2023 passé avec ADEV Environnement pour la réalisation de cette expertise (suivi) écologique. Le plan de gestion de PRIMAGAZ en date du 17 février 2024 a quant à lui été transmis post-inspection par courriel du 24 juin 2024.</p> <p>Constat : Les comptes-rendus de visites de l'écologue réalisées en 2024 sur le site de PRIMAGAZ Druye pour le suivi faunistique et floristique n'ont pas été présentés en séance, ni transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les éléments justificatifs permettant de répondre au constat relevé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Mesures ERC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 2.1.2
Thème(s) : Autre, Mesures ERC
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>LES MESURES D'ÉVITEMENT ET DE RÉDUCTION EN PHASE EXPLOITATION :</p> <p>- Pose d'un filet anti-amphibiens : Un filet anti-amphibiens définitif est posé autour du franchissement du fossé central par la route d'accès aux installations sud et à proximité du fossé nord. Ce filet similaire à celui posé pendant la phase travaux est adossé à un grillage rigide, est enfoui dans le sol sur 10 à 15 cm et a une hauteur de 50 cm de hauteur hors sol.</p> <p>[...]</p> <p>- Plantation de haies semi-arbustives : La plantation d'une haie semi-arborée, de type semi-arbustive, est prévue en accompagnement au long de la partie sud de l'emprise. Les essences plantées doivent être variées et d'origine locale afin d'optimiser les potentialités écologiques de la haie et de ne pas introduire de pollution génétique. Un minimum de 5 espèces différentes permet de garantir une diversité d'essences suffisante à la création d'une haie à visée écologique. Les plants utilisés devront être labellisés « végétal local ».</p> <p>[...]</p> <p>LES MESURES DE COMPENSATION ET D'ACCOMPAGNEMENT :</p> <p>La zone humide, définie sur la base du caractère pédologique, présente au sud du terrain d'implantation est atteinte partiellement car située au droit de l'implantation de la zone d'exploitation. Cette zone humide est désignée « zone humide sud ». Aucune autre zone humide n'est atteinte. L'atteinte de la zone humide sud amène à la mise en place de la démarche ERC (Évitement, Réduction, Compensation).</p> <p>La démarche de compensation suivante est mise en œuvre :</p> <p>- Adapter la dépression humide située à l'est immédiat du bassin comme mesure compensatoire de la surface de zone humide détruite. Cet espace de 2 800 m² sera décaissé et parcouru de noues végétalisées par des saules.</p>
Constats : <p>Dans son courrier datant du 17 janvier 2024 en réponse aux constats formulés lors de la visite du 10 novembre 2023, l'exploitant a transmis les éléments permettant de justifier de la non mise en place de clôtures anti-amphibiens au niveau du fossé central et du fossé Nord, contrairement aux recommandations émises dans le dossier d'autorisation initiale. L'exploitant n'a rien répondu sur le constat relatif à la haie semi-arborée, ni sur la saulaie.</p> <p>Lors de la visite du 20 juin 2024, les inspectrices ont précisé à l'exploitant la nécessité de porter à la connaissance de M. Le préfet les adaptations de prescriptions réglementaires à entériner sur le site de Druye notamment en ce qui concerne les mesures ERC et les filets anti-amphibiens. Les éventuelles modifications proposées doivent être accompagnées d'un argumentaire dûment étayé de la part de l'écologue. Concernant la visite de terrain, elle a permis de constater que la saulaie et la haie semi arborée sont toujours très peu développées voire en souffrance. Un filet</p>

anti-amphibiens est par ailleurs bien installé autour de la réserve incendie et du bassin de rétention n°1.

Constats : Les prescriptions ERC relatives aux filets amphibiens semblent pour certaines inadaptées et méritent d'être révisées sur la base d'éléments justificatifs probants. Il revient à l'exploitant de porter à la connaissance de M. Le préfet ce projet de modifications des dispositions qui lui sont applicables. Une nouvelle consultation des services (type ARS, DDT) pourrait s'avérer nécessaire sur proposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit également répondre au constat formulé sur la haie semi-arborée et la saulaie lors de la précédente inspection de novembre 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Entretien des bassins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 4.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Entretien du bassin de rétention n°1 de 1 100 m³ au sud :

- dégager les flottants et macro-déchets s'accumulant devant la grille dans le regard de décantation en entrée : 4 fois par an et systématiquement après une forte pluie,
- entretenir les organes mécaniques (y compris pompe) et remplacer si nécessaire les pièces usagées : 2 fois par an,
- prévenir et lutter contre la corrosion, vérifier les étanchéités : 2 fois par an,
- éviter le blocage des vannes et ouvrages de régulation hydraulique en assurant leur manœuvre régulière et leur entretien : 2 fois par an,
- vidange du système de traitement adapté : 1 fois par an, [...]

Entretien de la zone de rejet et du bassin de rétention n°2 de 120 m³ au nord :

- ouvrages de répartition : vérification du bon fonctionnement, dégager les éventuels obstacles : 4 fois par an et systématiquement après une forte pluie, [...]

Constats :

Dans son courrier datant du 17 janvier 2024 en réponse aux constats formulés lors de la visite du 10 novembre 2023, l'exploitant a indiqué que les actions d'entretien des bassins et ouvrages allaient être inscrites dans l'outil GMAO. Lors de la visite du 20 juin, il a pu être consulté en séance la consigne d'exploitation et de sécurité en date du 24/01/24 (version V1 DR50) intitulée « Manœuvre et contrôle bassin de rétention d'eau ». Ce document intègre : le contrôle général de la vanne d'ouverture et de fermeture entre le bassin n°1 et 2, le contrôle de la grille d'évacuation du bassin n°1, la mise en service des pompes pour la gestion des eaux entre le bassin n°2 et la saulaie. La consigne ne décrit toutefois pas les autres actions d'entretien requises pour les bassins n°1 et 2. L'exploitant n'a pas été non plus en mesure de présenter dans la GMAO ces actions qui étaient censées avoir été formalisées. Certaines sont formalisées dans une fiche de contrôle présentée en séance au sein d'un classeur mais pas de manière exhaustive et sans cohérence avec les fréquences de contrôle requises dans l'arrêté.

Constat : Les actions d'entretien des bassins ne sont toujours pas clairement formalisées dans la GMAO ou dans les fiches de contrôle papier et ne sont pas décrites de manière exhaustive dans les procédures d'exploitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Ouvrages de gestion de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. [...]

Constats :

Dans son courrier datant du 17 janvier 2024 en réponse aux constats formulés lors de la visite du 10 novembre 2023, l'exploitant a indiqué qu'une action volontaire est nécessaire pour permettre l'ouverture d'une vanne entre le bassin n°1 et le bassin n°2. Un organe de régulation, sur niveau haut, est en place entre le bassin n°2 et la saulaie. L'exploitant a confirmé qu'il allait s'assurer que le niveau haut du bassin n°2 contribuait à l'écoulement du bassin n°1 jusqu'à son niveau bas. Ainsi une régulation opérera et il pourra s'assurer que le bassin n°1 garde une capacité de rétention optimale.

Lors de la visite du 20 juin 2024, l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer clairement le positionnement des organes de régulation entre les bassins et a précisé que les dispositions attendues dans l'arrêté d'autorisation ne reflétaient pas le fonctionnement réel des équipements et installations en place quant à la gestion des niveaux entre les bassins.

Constat : L'exploitant doit clarifier auprès de l'inspection des installations classées la description du fonctionnement et le positionnement des organes de régulation des volumes d'eaux entre les bassins de rétention du site afin de respecter les exigences requises en matière de rétention. Si des prescriptions s'avèrent inadaptées par rapport à la réalité de fonctionnement des installations, il est de la responsabilité de l'exploitant de porter à la connaissance du préfet les modifications de prescriptions à entériner en fournissant un argumentaire dûment justifié.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
[...]

Constats :

Les inspectrices ont consulté en séance le 20 juin 2024 le documents suivants :
- le dernier rapport de vérification des installations électriques du site de Druye, référencé

962SA/23/2985 et daté du 12/06/23, contrôle mené par SOCOTEC du 25 au 26/05/24 ; Ce rapport fait état de non-conformités qui font l'objet d'observations.

- le compte-rendu Q18 de vérification périodique associé, signé par SOCOTEC le 12/06/24 et actant que les installations électriques ne peuvent pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion.

La prochaine date de passage du prestataire pour le contrôle des installations électriques est calée au 9 juillet 2024.

Constat : Les modes de preuve actant de la résorption des non-conformités figurant dans le dernier rapport de contrôle des installations électriques de 2023 n'ont pas été présentés en séance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justificatifs permettant de répondre au constat formulé. Il transmettra également le compte-rendu du prochain contrôle des installations électriques prévu en juillet 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : GMPI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, GMPI

Prescription contrôlée :

Prescription non publiable

Constats :

Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justificatifs permettant de répondre au constat formulé dans la partie confidentielle du rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Accès de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.3.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité installation

Prescription contrôlée :

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention. [...]
Constats : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification de la détection incendie
Prescription contrôlée : Prescription non publiable.
Constats : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. [...] Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme

compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. [...] Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. [...] Les systèmes, de protection contre la foudre, prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne. L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]

[...] L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. [...]

Constats :

Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé dans la partie confidentielle du rapport. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place [...] ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justificatifs permettant de répondre au constat formulé dans la partie confidentielle du rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes notifiées au personnel indiquent notamment :- les contrôles à effectuer, en marche normale [...] <ul style="list-style-type: none"> - [...] - [...] - [...] - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; <ul style="list-style-type: none"> - [...] - [...] - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours... ;
Constats : Les inspectrices ont consulté en séance : <ul style="list-style-type: none"> - la consigne de télésurveillance en cas de déclenchement d'une alarme, autoprotection, ou sécurité ; - les consignes d'exploitation et de sécurité relatives au chargement et déchargement de petit porteur . Pas d'observation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Mise en place d'un SGS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.6.4
--

Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, avant la mise en service du relais-vrac, un système de gestion de la sécurité selon les dispositions définies dans l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé ou tout texte s'y substituant. Y sont définies les dispositions organisationnelles concourant à la prévention et au traitement des accidents majeurs conformément à la transposition en droit français de la directive SEVESO III. Ces dispositions organisationnelles sont décrites dans le « Manuel SGS » qui référence notamment toutes les procédures et modes opératoires relatifs à la sécurité du site. Ce manuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [..]
Constats : L'exploitant a indiqué oralement qu'un SGS avait été finalisé pour le site de Druye mais n'a pas été en mesure d'apporter le mode de preuve de sa formalisation. Constat : L'exploitant n'a pas présenté en séance le document décrivant le système de gestion de la sécurité mis en place sur le site de Druye.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : Prescription non publiable.
Constats : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Visite terrain : moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Prescription non publiable
Constats : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justificatifs permettant de répondre au constat formulé dans la partie confidentielle du rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 18 : POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : [...] <p>En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction du POI et donc des secours. Le POI définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p>
Constats : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justificatifs permettant de répondre au constat formulé dans la partie confidentielle du rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 19 : Contrôle des accès - astreinte et télésurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2020, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Astreinte et Télésurveillance
Prescription contrôlée : Prescription non publiable
Constats : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justificatifs permettant de répondre au constat formulé dans la partie confidentielle du rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 20 : Contenu du POI - Prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Annexe V : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : [...] [...] i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
Constats : L'exploitant n'a pas répondu au courrier de la DREAL en date du 19 mars 2024 lui demandant un état d'avancement des actions mises en œuvre afin de respecter les dispositions réglementaires concernant les moyens de prélèvement environnementaux pour les POI mis à jour à compter du 01/01/23. Ces dispositions seront à entériner dans une prochaine mise à jour du POI du site avant la date du 30/06/25.
Constat : L'exploitant est en cours de mise à jour de son POI et n'a toujours pas intégré les

dispositions réglementaires concernant les moyens de prélèvements environnementaux en cas de sinistre. Sa prochaine mise à jour devra les intégrer.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois